

N'ap pale!

Le Journal du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement
GAFE



Août 2015

Numéro 21



Le mot du Président...

Comment aborder cette rentrée avec sérénité? Toute l'attention est portée sur une année électorale sous tension, dans un climat d'incertitude et d'insécurité redoublée.

Et pendant que les décideurs et financeurs négocient et manigancent, les organisations comme le GAFE se démène pour ne pas mettre la clé sous la porte. Chance pour le GAFE, son équipe est motivée par le militantisme et ne se résigne pas à baisser les bras.

L'année 2015 va se terminer par la publication du plan communal de Desdunes, seul et unique projet que gère le GAFE actuellement.

Les perspectives pour 2016? Elles sont floues, très floues! Tellement floues que toutes les alternatives sont désormais possibles et envisageables, des plus optimistes aux plus pessimistes.

Loin de se laisser abattre, le GAFE s'investit dans la lutte contre le changement climatique. Sous peu sortira

un numéro spécial de *Ti Mag'* sur le sujet. Les 16 et 17 octobre 2015, le GAFE et France Volontaires organiseront un Village Alternatiba au Centre d'Initiatives Communales de Kenscoff.

Le mouvement Alternatiba est un mouvement citoyen né en Europe pour mobiliser le public autour de la problématique du changement climatique et proposer des solutions alternatives concrètes.

Les 26 et 27 septembre 2015, le GAFE contribuera à l'animation de l'espace « quartier migrations et solidarités » du village Alternatiba à Paris. J'interviendrai sur le volet "communication et animation territoriales pour l'émergence d'une conscience citoyenne en faveur de la lutte contre les changements climatiques" en faisant référence notamment à une initiative de mise

en réseau de sentinelles de femmes en faveur des droits des femmes et la promotion de la citoyenneté sur 5 communes.

Pendant toute cette année, nous avons fait notre possible pour que le GAFE soit présent à Paris pour la COP 21 en décembre. Notre objectif est atteint! Pendant que certains profiteront de l'occasion pour visiter Paris, le GAFE sera là pour faire entendre la voix d'Haïti. Il tiendra un stand au Bourget le 3 décembre 2015 dans l'espace « Générations climat » de la COP 21.

Chers lecteurs, je ne saurais trop vous inciter à vous engager dans des mouvements citoyens comme Alternatiba.

Le changement climatique nous concerne tous!

David Tilus, ing.

Sommaire...

Appui à la commune de Desdunes pour la production de son plan communal de développement 2

Confection d'outils didactiques pour la sensibilisation sur les droits de la femme et formation sur leur utilisation 6

Défis écologiques en Haïti: Entre hypocrisie institutionnelle et inconscience politique 8

Préparation du Village Alternatiba à Kenscoff 10

En bref... 11

Ils témoignent, ils s'engagent 12



Appui à la commune de Desdunes pour la production de son plan communal de développement

Mise en contexte

Depuis le 1er janvier 2014, le GAFE accompagne la commune de Desdunes pour la production de son plan communal de développement sur un financement de l'Union européenne, en partenariat avec la mairie et l'Association France Haïti Développement (AFHAD Partenaire d'avenir en Haïti).

De nombreuses étapes ont été franchies. Le projet entame maintenant dans sa dernière ligne droite avec un programme de formation intense, la rédaction du plan communal de développement, la préparation d'un 'Ti Mag' sur le changement climatique, les dernières réunions publiques, la fin des travaux de réhabilitation du canal de la ferme des 3 bornes...

Le 31 décembre 2015, tout doit être fini!

Un programme de formations soutenu

Formation stratégie des acteurs et gestion de conflit



Du 27 au 29 avril 2015, les membres du comité de gestion communal (CGC) ont suivi deux modules clé du développement local avec David Tilus: la stratégie des acteurs et la gestion des conflits, pour comprendre les motivations qui poussent les gens à agir ou non. La formation était basée sur des cas concrets vécus à Desdunes.

Formation à la gestion des assemblées délibérantes

Animée par Maxeau Edouard, la formation s'est déroulée les 23 et 24 juillet 2015 au profit des membres des comités locaux de coordination (CLC). Les termes ont été définis et des apports théoriques ont été apportés sur les bases légales des assemblées délibérantes.



Maxeau Edouard, formateur



Formation au leadership social

Les 04 et 05 août 2015 le professeur Jean-Alex Joseph est intervenu auprès des membres des CLC pour leur permettre de saisir la place du leadership dans le développement local, de saisir la définition de la notion de

leadership et les compétences clefs d'un leader en se basant sur des cas pratique.



Le professeur Jean-Alex Joseph

Formation à la mobilisation communautaire

Les 21 et 22 août 2015 le professeur Jean-Alex Joseph est intervenu sur la mobilisation communautaire. La formation se situe en continuité avec le module portant sur le leadership collectif local. Le maintien de l'engagement des acteurs sur le long terme est la question centrale adressée au cours de la formation. Les participants ont aussi été sensibilisés sur l'importance de la prise en compte de la nature de leurs communautés et du timing en vue d'engager la démarche de mobilisation au moment opportun.

Formation au changement climatique

Cette intervention a sans nul doute été l'une des plus importantes du cursus dans la mesure où Desdunes est une commune particulièrement vulnérable du fait de la proximité de la mer, de la dégradation de son environnement, de l'exploitation anarchique de ses ressources naturelles...

Du 28 au 30 juillet 2015, Dorine Jean-Paul, experte du changement climatique pour Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) auprès du Ministère de l'Environnement a exposé la situation d'Haïti et les enjeux du changement climatique au niveau local.



Ingénieure Dorine Jean-Paul

Elle a insisté sur les causes, les conséquences, à court, moyen et long termes. Elle a abordé les deux stratégies à adopter: mitigation et adaptation.

En septembre, il y aura encore deux modules importants: décentralisation et aménagement du territoire.

Des tables sectorielles

Les tables sectorielles sont composées de personnes ressources de la commune (ou non) dans des secteurs spécifiques tels que l'environnement, la santé, l'éducation, l'agriculture...

Les objectifs des tables sectorielles sont multiples :

- Définir l'objectif général du secteur en question au terme des 10 prochaines années
- Formuler les objectifs spécifiques du secteur en question pour atteindre l'objectif général
- Fixer les résultats attendus (quantitativement et qualitativement)
- Définir les activités à mettre en œuvre pour atteindre les résultats attendus

Le mardi 19 mai 2015, au lycée de Desdunes plus de 100 personnes étaient présentes pour participer à huit tables sectorielles: gouvernance, infrastructures, économie, éducation, santé, sécurité, agriculture et jeunesse.

Les travaux ont été très studieux. Les résultats seront traités et analysés dans le plan communal de développement.

Appui à la commune de Desdunes pour la production de son plan communal de développement



Table sectorielle sur les loisirs et la jeunesse

La table Environnement a eu lieu le 10 juin 2015 en présence de Robert Daniel, membre du Cabinet du Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger.

Le 20 juin 2015, David Tilus et le Directeur Général de la mairie de Desdunes, Jackson Saint-Louis, se sont rendus à New-Jersey pour animer la table sectorielle de la Diaspora afin de l'impliquer au mieux dans la dynamique territoriale.



Table sectorielle sur la Diaspora



Table sectorielle sur la gouvernance



Le plan communal de développement de Desdunes aura plusieurs spécificités:

1. L'intégration de la Diaspora dans la dynamique territoriale
2. La prise en compte du changement climatique dans la stratégie de développement
3. L'approche didactique par la production de cartes thématiques pour une meilleure lisibilité et appropriation du document



L'assistance débat des priorités



Des réunions publiques

Les réunions publiques sont toujours des moments particulièrement importants de la dynamique territoriale puisque ce sont les acteurs locaux qui sont mis devant la scène. C'est à eux que revient d'organiser, de programmer, d'animer et de rendre des comptes sur le déroulement des réunions publiques. Ils doivent également être en mesure de répondre aux questions et de présenter l'état d'avancement du processus.



Comité local de coordination de la Hatte-Desdunes



Jean Carold, ASEC de Modèle



Réunion publique de Aux-Sources

Avancement des travaux de réhabilitation du canal de la ferme des 3 bornes

Le GAFE a été dans l'obligation de résilier le contrat avec l'entreprise Barossa chargée du chantier de réhabilitation du canal de la ferme des 3 bornes.

Il a signé un nouveau contrat avec l'Organisme pour le Développement de la Vallée de l'Artibonite pour la poursuite des travaux.



Confection d'outils didactiques pour la sensibilisation sur les droits de la femme et formation sur leur utilisation

Le GAFE a entamé un processus de réflexion sur l'amélioration des séances de formation et de sensibilisation sur les droits humains, particulièrement sur les droits de la femme.

Dans cet ordre d'idée, les organisations des femmes de Kenscoff ont été impliquées dans la conception des outils pédagogiques. Ainsi, avec l'appui financière et technique de la GIZ (Coopération Technique Allemande), une série de supports est en train d'être développé et des membres d'associations de femmes de Kenscoff formé sur leur utilisation.

Un premier atelier a réuni 25 membres d'associations de femmes les 24 et 25 juillet 2015 au Centre d'Initiatives Communales de Kenscoff (CICK). Ils ont fait connaissance de la Déclaration Universelle des Droits Humains (DUDH), de son historique et de ses principes essentielles.

Les participants ont découvert les 30 articles de la DUDH à travers un outil composé des fiches illustrées qu'ils ont apprécié et amendé en groupes de travail. Après avoir appris que la DUDH est « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations », la question s'impose si la réalité du pays correspond à cet idéal.

Un jeu de rôle a été introduit pour visualiser les réponses des participants. Il en est ressorti que les femmes ont moins de chances à réaliser leurs droits reconnus par la loi. Sur le chemin du développement, elles restent souvent derrière les hommes.



Annotons que dans l'exercice, les caractères d'hommes et de femmes ont été distribués aléatoirement. Les femmes qui sont devant sur la photo jouent le rôle des hommes.

Ensuite, l'accent a été mis sur le concept « Droits de la Femme. » Quels sont les droits violés dans la commune de Kenscoff? C'était la question sur laquelle les participants se sont penchée par catégories d'âge.



Pour la catégorie Petite Enfance, des cas de viols des filles de 4 et de 8 ans ont été cités. Comme si cela ne serait pas assez choquant, ces délits graves sont jusqu'à présent impunis.

Auprès des adolescentes, des agressions sexuelles par des hommes souvent bien plus âgés ont été identifiées. Il y a le problème des grossesses précoces avec comme conséquences la déscolarisation des filles ou des avortements clandestins risqués.

Un manque d'éducation sexuelle a été dénoncé, même auprès des parents. D'autres violations des droits des jeunes filles concernent particulièrement celles qui vivent en domesticité. Ces enfants manquent d'éducation, de la protection de leur intégrité physique et psychologique, du repos, des loisirs etc.

Les femmes en âge de procréer (15 à 45 ans) tombent enceintes trop tôt, ont des grossesses multiples et rapprochées et accouchent dans des conditions souvent difficiles. L'insuffisance du système sanitaire en Haïti se reflète dans un déficit d'information sur le planning familial et d'accès aux maternités résultant finalement à une mortalité maternelle et infantile très élevée.

Exposées à des violences conjugales, les femmes sont surchargées de travail et se trouvent dans des situations économiques souvent très vulnérables vu le

nombre de bouches qu'elles ont à nourrir, souvent sans assistance du ou des pères de ses enfants.

Mêmes les femmes âgées ne sont pas épargnées des violences corporelles, sexuelles et morales ont souligné les participants.

Le 2e jour était consacré à un marché d'outils qui ont été collectés par le GAFE auprès de différentes structures. Des documents de référence, bandes dessinées, affiches, dépliants et autres matériels d'information et de sensibilisation ont été exposés pour être appréciés par des participants.



Une pièce de théâtre sur les violences faites aux femmes et aux filles a bien réussi à susciter des débats.



Un deuxième atelier a eu lieu les 4 et 5 septembre 2015. Il a permis d'approfondir les concepts droits humains et droits de la femme en expliquant

comment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) s'est construite sur la base de la Déclaration Universelle



des Droits Humains. Un travail d'analyse et de compréhension a été fait sur les notions d'égalité et d'équité ainsi que sur les discriminations directes et indirectes. Pendant les deux jours, une gamme de méthodes a été



utilisés : Remue-méninges avec visualisation des résultats sur fiches ou cartes, exposés illustrés, travaux en groupes orientés sur des con-

signes et des fiches de référence, présentation des résultats et discussions en plénière, travail individuel, exercice de concentration, jeux de réveil, ligne social pour visualiser et ensuite thématiser les expériences des participants comme formateur/trice.



Ils étaient bien contents

d'avoir pu renforcer leurs capacités tout en admettant que le chemin est encore long pour devenir formateur ou formatrice en matière droit de la femme.

Le 10 octobre 2015, un cinquième jour de formation va clore cette première série d'ateliers.



Après cela, l'expérience globale sera évaluée et d'autres ateliers planifiée pour former une équipe issue des organisations de femmes de Kenscoff dans l'utilisation des outils pédagogiques qui sont en train d'être confectionné par le GAFE.

Défis écologiques en Haïti : Entre hypocrisie institutionnelle et inconscience politique

Notre souhait aurait été de proposer un article digne des plus grandes revues scientifiques, à grand renfort de graphiques, de tableaux, et autre schémas pompeux, de poser notre vérité, la rendre indiscutable et incontestable. Il faut dire que ce n'est pas la littérature qui manque ni les rapports d'expertises qui affichent avec sérénité un état catastrophique de l'environnement haïtien. Pourtant, ces derniers temps, nous constatons que des rapports et des discours mitigent les prédictions alarmantes précédemment considérées comme prophétiques. La situation environnementale d'Haïti ne serait pas si délabrée que ce qu'on nous aurait laissé comprendre pendant toutes ces années. Il n'y aurait pas péril en la demeure. Qu'en est-il exactement ? Nous proposons ici d'apporter un éclairage, militant et critique à la fois, sur les enjeux environnementaux actuels et du traitement qui leur est réservé par l'Etat et les acteurs non étatiques.

Entrons dans le vif du sujet qui nous intéresse ici avec un indicateur particulièrement illustratif de l'état de santé de l'environnement haïtien, de sa perception et de son interprétation : la couverture végétale. Intéresserons-nous aux chiffres. Certains avancent le taux de 1,5%, d'autres l'estiment entre 10 et 15% du territoire, en combinant les espaces forestiers restants et les aires en cultures arborées. Avec 1,5%, il y a urgence d'agir. Avec 15%, il n'y a pas de risques imminents. Ça change tout

La stratégie d'intervention ne sera forcément pas la même. Qu'en est-il exactement ? Nous ne discuterons pas les taux avancés, nous n'en avons ni les compétences, ni les moyens. Par contre nous interrogeons ce qui se cache derrière les chiffres en termes de biodiversité, en termes de patrimoine forestier. Une vision purement économique et/ou agronomique qui sacrifierait la dimension écologique est un mensonge. Dénier d'autant plus grave qu'il serait à la base de la définition d'une politique nationale d'aménage-

ment du territoire et de développement économique et social.

Abordons maintenant la déforestation en termes économiques. Il a été calculé qu'aux prix de 2003, l'ensemble de la filière nationale bois-énergie permettait d'économiser près de US\$ 90 millions d'importations annuellement. Les quelques 250.000 tonnes de charbon de bois produites localement représentaient plus de \$15 millions d'importations de gaz liquide. La valeur de la production dans les filières bois de feu et charbon de bois était évaluée à plus de US\$ 300 millions et comptait ainsi pour près de 10% du Produit Intérieur Brut du pays (rapport final, PAGE, 2008). Quel responsable politique ambitieux aurait intérêt à juguler un tel marché sans y risquer sa carrière et/ou ses amitiés ?

Actuellement, le discours officiel condamne cette pratique mais dans les faits, rien n'est effectivement mis en place pour la freiner. Le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE) pour sa part n'est pas partisan d'une interdiction totale mais plutôt d'une gestion rationnelle de la ressource avec un accompagnement des entreprises et des foyers pour la conversion énergétique.

Pour finir un tour d'horizon peu reluisant, parlons un peu du peyi andeyò (le monde rural). Deux tiers environ de la population vivent en milieu rural. La superficie cultivable en Haïti serait de 770 000 ha, soit environ 28% de la superficie totale du pays. Cependant en raison notamment de la pression démographique, la superficie cultivée serait de 1 500 000 ha, soit 55% environ de la superficie totale d'un pays principalement montagneux. De plus, l'agriculture haïtienne est plutôt archaïque (culture sur brûlis, élevage libre, outillage désuet...) et les paysans sont livrés à eux-mêmes. Mariez ces paramètres majeurs, ajoutez des conditions climatiques extrêmes (tantôt inondations, tantôt sécheresse) et vous obtenez

nez un sol appauvri, fatigué, surexploité, lessivé. D'ailleurs les terres arables finissent bien volontiers dans la mer.

Dire que la situation environnementale haïtienne n'est pas alarmante est un mensonge éhonté, un crime de non assistance à population en danger. Il est plus facile de mettre en ligne de mire les pratiques culturelles traditionnelles, les changements climatiques inéluctables, que de s'attaquer aux problèmes de fond. Le GAFE dénonce l'hypocrisie institutionnelle de la part des agences internationales et autres bailleurs de fonds qui cautionnent une politique irresponsable. On dit encadrer les paysans, on les incite simplement à s'adapter à des conditions de plus en plus difficiles au lieu de proposer un nouveau modèle respectueux de l'environnement et de l'homme. On déclare protéger l'environnement, ce ne sont que des effets d'annonces à caractère démagogique. Par exemple le gouvernement a pris un arrêté contre les ustensiles en styrofoam (Le Moniteur du 10 juillet 2013). Et après ? La vie continue, un arrêté de plus qui n'arrête rien...

Et la société civile dans tout ça ? Il y a les militants, et les opportunistes. La mode est au reboisement. On paye des organisations pour payer des gens pour



planter des arbres. Qui peut décemment croire à la durabilité de tels projets ?

Entre hypocrisie institutionnelle et inconscience politique, Haïti n'est pas pauvre. Haïti n'a de pauvres que les esprits de ses responsables irresponsables.

*Article du GAFE publié le 24 avril 2015
dans le journal Le Nouvelliste*



Un Village Alternatiba à Kenscoff

Ensemble, construisons un monde meilleur en relevant le défi climatique !



ALTERNATIBA

Le village des alternatives

Les changements climatiques sont des modifications rapides et sans précédent à long terme du système climatique terrestre. Celles-ci se mesurent par les changements de température, de précipitations, de vents, une plus grande variabilité et une plus grande fréquence des événements extrêmes.

Selon le Ministère de l'Environnement haïtien (MDE), Haïti est l'un des pays les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques parce que premièrement, il fait partie des pays les moins avancés (PMA), deuxièmement, il est un petit État insulaire et troisièmement ses zones côtières sont densément peuplées.

En Haïti, les impacts des changements climatiques présentent une menace directe pour la vie et les moyens de subsistance des populations. Malheureusement, ce sont les PMA qui souffrent d'une plus grande vulnérabilité face aux changements climatiques de part :

- 1) Une économie qui s'appuie principalement sur des secteurs dépendant du climat, comme l'agriculture, la pêche, l'élevage, etc.
- 2) Un manque de ressources économiques à investir dans des programmes d'adaptation
- 3) Un accès limité aux connaissances pertinentes et aux ressources techniques

4) Une faible capacité à utiliser ces ressources pour mieux s'adapter aux changements climatiques.

Les changements climatiques ont des impacts sur la plupart des secteurs. Cependant, les secteurs les plus touchés en Haïti sont l'agriculture et les ressources en eau. Au niveau du secteur agricole en Haïti, les changements clima-

tiques sont susceptibles de provoquer une baisse de rendement des principales cultures, notamment le riz et le maïs et une accélération des processus d'érosion des sols due aux fortes pluies et par conséquent une diminution de la fertilité et de la productivité des sols.

En ce qui concerne les ressources en eau, les changements climatiques en Haïti peuvent amplifier les risques d'inondation et de sécheresse prolongée. Des périodes de sécheresse plus longues peuvent entraîner une augmentation de l'insécurité alimentaire et un plus grand nombre de conflits liés à l'utilisation de l'eau.

Le GAFE milite pour la protection de l'environnement en Haïti depuis 2003. Concernant les changements climatiques le GAFE fait le constat amer que les populations les plus vulnérables ne sont pas informées ni sensibilisées à la question.

Par exemple, le MDE estime que le département de l'Artibonite avec 9% de sa superficie totale à risque est le département d'Haïti le plus menacé par des inondations des eaux marines. Le GAFE intervient à Desdunes depuis 2007. Lors d'un atelier, les responsables de la société civile et les autorités locales ont déclaré ne rien savoir des changements climatiques.

Ces éléments sont autant d'arguments au ralliement du GAFE au mouvement citoyen européen Alternatiba. Ainsi les 16 et 17 octobre 2015, le GAFE et France Volontaires organiseront un Village Alternatiba au Centre d'Initiatives Communal de Kenscoff.

Le Village sera découpé en quartiers, selon les exposants identifiés et mobilisés :

- Energies renouvelables
- Construction écologique
- Alimentation et agriculture durable
- Solidarité et partage / citoyenneté
- Gestion et valorisation des déchets
- Education relative à l'environnement
- Protection des écosystèmes et de la biodiversité
- Communication sociale
- ...



Pendant les jours précédant le Village, il y aura une programmation spéciale au CICK avec la projection de documentaires sur le changement climatique, des expositions, des débats citoyens.

Jour 1 : vendredi 16 octobre 2015

15h30 Cérémonie de lancement

16h00 Table ronde suivie d'un débat sur le thème « Haïti face aux enjeux du changement climatique ».

18h30 Animations culturelles

Jour 2 : samedi 17 octobre 2015

9h30 : Ouverture du Village au public (exposants, animations culturelles et environnementales, expositions, projection de documentaires...)

Répartition des espaces :

Le centre multimédia accueillera l'exposition sur la biodiversité de la Société Audubon
Des films et documentaires seront projetés dans la salle de formation

Une sélection d'ouvrage sera exposée à la bibliothèque
La ludothèque abritera une exposition d'art-artisanat du recyclage

Des animations d'éducation relative à l'environnement se dérouleront sur le toit du garage (papier mâché, briquettes en papier, bijoux...)

Les quartiers et les stands seront répartis sur les terrasses et dans la rue

Les débats et tables rondes auront lieu sur la terrasse

10h45 – 12h00 :

Table ronde 1 : Pourquoi protéger la biodiversité ?

13h15 – 14h30 :

Table ronde 2 : Que faire des déchets ?

15h00 – 16h15 :

Table ronde 3 : Agriculture et eau

17h00 Fermeture du Village

18h00 Animations culturelles

En bref...

DevReporter Network

Les acteurs de la solidarité internationale européens **et des journalistes ont participé** à un atelier international à Barcelone les 16 et 17 mars 2015, dans le cadre du projet DevReporter Network. L'objectif est

de commencer à élaborer un ensemble de recommandations pour améliorer l'information sur des thèmes en lien avec la solidarité internationale, ainsi que d'approfondir la façon d'améliorer le travail commun entre les organisations et les journalistes. La rencontre ne reposait pas seulement sur les organisations mais aussi sur les journalistes du Sud qui jouent un rôle clé. David est intervenu sur la relation entre journalistes et acteurs de la solidarité internationale, sur le traitement médiatique fait par la presse d'information et par les acteurs de solidarité internationale européens sur Haïti. Il a fini par proposer des recommandations pour améliorer la relation entre journalistes et acteurs de la solidarité internationale.



Renouvellement du contrat d'Assistante Technique d'Inga auprès du GAFE

Inga Nagel, d'origine allemande est en poste comme Assistante Technique auprès du GAFE depuis environ un an. Son contrat devait prendre fin en décembre 2015. Par son tempérament, ses compétences et son implication militante, Inga a su se faire une place au sein de l'équipe. Il nous était inconcevable de la laisser partir! Nous lui avons alors proposé de rester et elle s'est laissée convaincre de passer une nouvelle année avec nous!

Ils s'engagent, ils témoignent...

Haiti, pour nous, c'est une longue histoire de solidarité commencée en 1960, lors de notre engagement au Nouveau Collège Bird par l'Eglise méthodiste d'Haiti : que de découvertes, de réflexions, de réorientations, que d'amitiés nouées jusqu'au retour en Suisse en 1967. Un bout de nous-mêmes est resté attaché à Haiti ...

Après deux années au Rwanda, à la direction du Collège Officiel de Kigali, un internat de 200 jeunes gens, construit par la coopération suisse et géré par l'Eglise presbytérienne au Rwanda avec l'aide du Département missionnaire de Suisse romande, retour en Suisse en 1970.

Et toujours, Haiti en filigrane ... Notre engagement s'est concrétisé avec d'autres personnes dans l'information en Suisse sur la situation en Haiti (Bulletin *Haiti Nouvelles* du Centre haïtien de recherches et documentation – CHRD + un bulletin téléphonique hebdo-madaira) et la mobilisation contre les dictatures Duvalier jusqu'au départ de Baby Doc en 1986.

Parallèlement, Bernard, notre aîné, né en Haiti et devenu diplômé de l'EPFZ en agro-économie, a souhaité y retourner : stage à la Gonave, travail de diplômé sur l'agriculture de montagne près de Jérémie où des organisations populaires émergeaient alors avec la volonté de participer au processus de démocratisation du pays. La suite ?

Octobre 1986, suite à une expérience de travail dans un projet de développement communautaire de la Grand'Anse, deux Haïtiens - une agronome et un ingénieur en génie civil - et Bernard mènent une étude du milieu rural de la région et fondent à Jérémie le GRAMIR (Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural), petite ONG haïtienne reconnue d'utilité publique par la suite.

Décembre 1986, quatre anciens coopérants suisses, dont nous, fondent à Genève, en parallèle avec le GRAMIR, l'association Kombit (en créole: idée de se mettre ensemble pour un travail) pour cheminer dans la réflexion

et l'appui aux projets d'appui aux organisations paysannes développés par le GRAMIR dans la Grand'Anse.

Pour nous, c'est la découverte d'une toute autre réalité que celle de Port-au-Prince, le milieu rural.

En Suisse, avec d'autres ONG se développe aussi toute une réflexion sur la coopération et la solidarité avec Haiti, avec la création de la PFHS (Plate-Forme Haiti de Suisse) en 1992.

De passage à Genève (Suisse) courant 2008, David Tilus, directeur du GAFE a cherché à entrer en contact avec la PFHS par l'intermédiaire d'une de ses compatriotes. Cela ne pouvait mieux tomber puisque David souhaitait partager les expériences du GAFE qui rejoignaient les réflexions en cours des membres de la PFHS : **décentralisation, collectivités locales, démocratie, pouvoirs publics ...** En février 2009, David a présenté aux membres PFHS le DVD, réalisé par la Télévision nationale haïtienne, relatant le travail de *mise en place d'un plan de développement local pour la commune de Kenscoff, avec l'aide du GAFE*.

L'enthousiasme de David à nous relater les étapes du processus de travail au sein de cette commune nous a marqués et encouragés. Ce qui nous a paru très intéressant dans la démarche du GAFE, c'est de mettre d'emblée autour de la table tous les acteurs de la région concernée, chacun avec ses moyens : les autorités élues (et leurs adversaires !, selon un de leurs principes qui est : pouvoir / contre-pouvoir), les groupements divers (parité H/F), etc. L'outil pédagogique utilisé - NENCO - étant un puissant révélateur des capacités des personnes à se mobiliser et à croire en elles. Le tout vise une décentralisation qui peine à se mettre en place, faute d'une volonté politique de la part de ceux qui risquent d'y perdre une partie de leur pouvoir.

Avec David, nous avons compris que la décentralisation... tout le monde en parle, mais la volonté politique n'est pas évidente. En Haiti un *plaidoyer sur le développement local*, une mobilisation locale commence tout de même.

La PFHS peut jouer sa partition sur ce thème. Les ONG (même les ONG du Nord) et leurs partenaires doivent exiger que les projets ne soient pas conçus en dehors des élus locaux, puis encourager à leur demander des comptes.

En mai 2012, lors d'un séjour en Haiti, David a invité René à un débat pour une loi sur la reconnaissance des comités de gestion des bassins versants, avec plus de 200 personnes d'horizons divers de la région des Gonaïves (organisations de base, maires et élus locaux, représentants des ministères, ONG...).

Ainsi, lorsque l'idée d'un débat s'est précisée à l'occasion des 20 ans de la PFHS (1992 - 2012) sur le thème *Quelle coopération pour quelle société haïtienne ?* c'est tout naturellement que nous avons pensé à David Tilus pour une intervention. Son propos a porté sur *La commune, une collectivité locale haïtienne*.

A la suite de ce débat, la PFHS a été encouragée par la *Fédération genevoise de coopération (suisse)* à établir un bilan de ces 20 ans en réseau, une situation unique. Dans ce cadre, en janvier 2014, lors d'une semaine d'entretiens et d'ateliers en Haiti, des membres de la PFHS ont rencontré nos partenaires et nos contacts. Là aussi, le GAFE a été sollicité pour apporter une expertise du contexte haïtien et réaliser une étude auprès d'organisations haïtiennes et plus spécifiquement d'autorités locales haïtiennes en animant deux ateliers sur leur perception du contexte haïtien et des activités de la PFHS.

Ainsi, de contacts formels comme membres de la PFHS (Claire-Lise est secrétaire de la PFHS) - et le GAFE (David et Virginie) - les contacts sont devenus amicaux sur fond d'engagement et d'intérêt réciproques pour Haiti et plus particulièrement la problématique du développement local, au cœur des projets du GAFE, de notre association KOMBIT et de la PFHS.



Claire-Lise et René Zaugg, membres de Kombit et de la PFHS

GAFE

Fermathe 53 #53, Route de Kenscoff
Kenscoff, Haïti, W.I.
Tél: (00 509) 2813-0759

"Section France" du GAFE
Espace Pyramide, c/o OACL
2 avenue de Basingstoke,
61000 Alençon, France
Tél: (00 33) 2.33.32.18.32

Courriel: gafe_haiti@yahoo.fr
Internet: www.gafe-haiti.org